

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 19 mai 2022

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 5 mai 2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PASTACORP

9, boulevard de Croisset
76000 Rouen

Références : UDRD.2022.05.R.19

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2022 dans l'établissement PASTACORP implanté 9, boulevard de Croisset 76000 Rouen. L'inspection a été annoncée le 05/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PASTACORP
- 9, boulevard de Croisset 76000 Rouen
- Code AIOT dans GUN : 0005802240
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED – MTD

Activité principale :

Fabrication de semoule à partir de blé dur (réception et stockage de blé ; nettoyage, mouillage et trituration de blé ; conditionnement et chargement de semoule ; valorisation de pellets de résidus de meunerie).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle inopiné dans le cadre du récolement des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 janvier 2022.

2) Ce qu'il faut retenir des constats

Au cours du contrôle inopiné du 5 mai 2022, l'inspection des installations classées a constaté le non-respect, par l'exploitant, des dispositions de la mise en demeure édictée par l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2022, dont les échéances étaient toutes échues. Les carences les plus critiques concernent notamment :

* le nettoyage et l'état de propreté insuffisant des installations, en lien direct avec :

- > un défaut d'entretien de certains équipements, ou des réparations succinctes et rapides n'offrant pas le degré de fiabilité attendu (ex. : "chaussette" en substitution d'un globe de plexiglas sous un cyclone de la galerie sur-cellules du silo A) ;
- > l'utilisation de matériel inadapté pour le nettoyage en atmosphère à risque d'explosion (emploi d'une balayette plutôt que d'un aspirateur) ;
- > le non-respect des procédures associées (balayage et mise en suspension des poussières dans un volume confiné (galerie sur-cellules du silo A), alors même que des organes de transilage sont en fonctionnement et que des tresses de continuité électrique ne sont pas raccordées) ;
- > des problématiques de capacités techniques (manque de personnel) et de formation du personnel (en particulier quant à la perception des risques d'incendie et d'explosion) ;

* la non-conformité des installations électriques, avec :

- > des liaisons équipotentielle non raccordées (en particulier au rez-de-chaussée de la tour de manutention, et en galerie sur-cellules du silo A), malgré l'engagement de l'exploitant de "la remise en état de toute tresse de mise à la terre (absorbant l'électricité statique)" annoncée dans son courrier électronique du 22 novembre 2021 ;
- > le non-respect des consignes de déchargement et de chargement des camions, illustré par l'absence de mise à la terre des camions par certains chauffeurs, alors que le matériel adéquat est à disposition ;
- > le non-respect des échéances de réalisation d'interventions de mise en conformité annoncées par l'exploitant dans son courrier électronique du 28 janvier 2022 ;
- > une "odeur de chaud" perceptible au niveau de l'armoire électrique du moulin B, odeur qui serait liée à une élévation de température sur un équipement ;

* la fragilité de certaines réparations, à l'image de la "surélévation de fortune" de la sonde de niveau de la cellule 6 du silo en béton de produits finis, cellule servant à stocker le remoulage, et dont le suremplissage avait provoqué le débordement constaté par l'inspection des installations classées le 18 novembre 2021, l'exploitant a toutefois annoncé avoir finalement remplacé la sonde dans la position spécifiée par le fabricant ;

* des fuites sur les vannes d'eau incendie le long de la Seine, mentionnées dans le rapport de vérification du 9 mars 2022, et la présence d'un tenon de demi-raccord d'aspiration monté de façon non-conforme selon un axe horizontal ;

* l'absence de nouvelles analyses des eaux rejetées en Seine.

3) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : prévention des accumulations de poussières

Référence réglementaire : arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 janvier 2022, article 1.
Thème(s) : risques accidentels, nettoyage des zones à risque d'incendie ou d'explosion.
Prescription contrôlée : la société PASTACORP est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son site implanté sur la commune de ROUEN : sous 1 mois : l'article 7.3.9 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017, en procédant au nettoyage complet des zones à risque d'incendie ou d'explosion, et en communiquant à l'inspection des installations classées des photos datées des différentes zones concernées.
<p>Constats : le 5 mai 2022, l'inspection des installations classées a de nouveau constaté la présence de poussières et de dépôts de blé, semoule, remoulage et autres résidus de production, en divers endroits du site : ascenseur et escalier du silo en béton de produits finis ; galerie sur-cellules du silo en béton de produits finis ; moulins (dont l'escalier du moulin C) ; cellule SF1 ; rez-de-chaussée de la tour de manutention ; galerie sur-cellules du silo A...</p> <p>Selon l'exploitant, ces dépôts surviennent lors de bourrage et peuvent s'accumuler massivement en quelques instants ; par ailleurs, le nettoyage n'est effectué que lorsque les opérateurs sont disponibles pour le faire.</p> <p>L'inspection des installations classées a notamment constaté un empoussièrement hautement critique de la galerie sur-cellules du silo A (volume confiné), ayant pour origine des conditions d'exploitation non-conformes, caractérisées par :</p> <ul style="list-style-type: none">- un défaut d'étanchéité sur l'un des conduits (en raison d'une réparation rapide et succincte - cf. infra), générant un écoulement régulier de poussières ;- la formation au sol d'un monticule d'environ 30 centimètres de hauteur et d'une couche de poussières sur les plaques sur-cellules environnantes (phénomène identique déjà constaté lors de la visite d'inspection du 18 novembre 2021) ;- l'utilisation d'une balayette par un opérateur (debout en équilibre sur les structures) pour tenter de dépoussiérer les conduits, mettant ainsi en suspension lesdites poussières dans tout le volume de la galerie sur-cellules, alors même que les installations sont en fonctionnement ;- l'absence de raccordement d'une liaison équipotentielle sur l'un des conduits (cf. point de contrôle suivant). <p>Les quatre points mentionnés ci-dessus sont de nature à favoriser la survenue d'une explosion.</p> <p>L'article 7.3.9 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017 stipule pourtant que "l'utilisation de balais ou d'air comprimé ne se produit qu'à titre exceptionnel et fait l'objet de consignes particulières" ; lors du constat, l'opérateur intervenait en dehors de toute procédure.</p> <p>Après investigations et échanges avec l'exploitant en fin de visite, il semble que les émissions de poussières constatées en galerie sur-cellules du silo A soient liées à un défaut d'étanchéité sur l'un des conduits, causé par l'endommagement d'un "globe" (élément de plexiglas sur un conduit permettant de voir le passage du produit) sous un cyclone - endommagement ayant pu être provoqué par un opérateur lors d'une tentative de débouillage à la mailloche, ou bien par les propres vibrations de l'équipement.</p> <p>Lors d'une réunion tenue le 9 mai 2022 consécutivement à la visite d'inspection, l'exploitant a précisé que le nettoyage était assuré par 4 opérateurs intérimaires.</p>

Observations : considérant la récurrence et la criticité des manquements constatés, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- remplacer les "réparations de fortune" par des réparations pérennes empêchant les fuites de produit, sous un délai n'excédant pas 1 mois, en priorisant les défaillances observées en galeries sur-cellules du silo de transilage et du silo en béton de produits finis ; ces interventions de maintenance sont effectuées dans le respect des règles de sécurité, conformément à l'article 7.3.12 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017, notamment en cas de travaux susceptibles d'engendrer des points chauds ;
- dispenser, à l'intégralité des opérateurs intervenant sur le site, une formation de sensibilisation relative aux risques d'incendie et d'explosion liés aux poussières de céréales, conformément à l'article 7.3.11 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017 ; le support de formation et la fiche d'émargement attestant la participation de tous les opérateurs du site sont communiqués à l'inspection des installations classées sous un délai n'excédant pas 1 mois ;
- rappeler aux opérateurs les bonnes pratiques de nettoyage et les pratiques interdites, conformément à l'article 7.3.9 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017 ; les consignes de nettoyage sont communiquées à l'inspection des installations classées sous un délai n'excédant pas 1 mois ;
- fournir aux opérateurs le matériel de nettoyage adéquat et en nombre suffisant (aspirateur ATEX notamment) ; la liste du matériel de nettoyage est communiquée à l'inspection des installations classées sous un délai n'excédant pas 1 mois ;
- renforcer sans délai le contrôle des opérations de nettoyage par un cadre expérimenté, aussi bien en termes de fréquence que de zones contrôlées ; une vigilance accrue est portée sur la propreté des équipements électriques (armoires, câbles, moteurs...) et des organes en rotation ; les constats dressés par le cadre sont consignés dans le registre de nettoyage tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, conformément à l'article 7.3.9 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017.

Type de suites proposées : avec suites.

Proposition de suites : astreinte, amende.

Nom du point de contrôle : installations électriques – mise à la terre

Référence réglementaire : arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 janvier 2022, article 1.
Thème(s) : risques accidentels, conformité des installations électriques et liaisons équipotentielles.
Prescription contrôlée : la société PASTACORP est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son site implanté sur la commune de ROUEN : sous 1 mois : l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017, en vérifiant que toutes les liaisons équipotentielles sont correctement raccordées, et en communiquant à l'inspection des installations classées le rapport de vérification 2021 de la conformité des installations électriques (contrôle prévu en décembre 2021) ; en cas de nouvelles non-conformités identifiées, les interventions curatives sont prioritaires et planifiées dans un échéancier communiqué à l'inspection des installations classées.
Constats : le 5 mai 2022, l'inspection des installations classées a constaté que des liaisons équipotentielles et tresses de mise à la terre n'étaient pas correctement raccordées, notamment : <ul style="list-style-type: none">- au rez-de-chaussée de la tour de manutention, au niveau du redler de la galerie sous-cellules, à proximité des élévateurs, et sur un des conduits verticaux conjoints aux élévateurs ;- en galerie sur-cellules du silo A, là-même où un opérateur procédait au balayage de poussières (cf. point de contrôle précédent) ;- au niveau de la fosse de réception de blé (l'un des chauffeurs n'avait pas relié son camion à la terre) ;- au niveau du poste de chargement de semoule des cellules Hermex (l'un des chauffeurs n'avait pas non plus relié son camion à la terre). Par ailleurs, l'inspection des installations classées a relevé : <ul style="list-style-type: none">- un empoussièrement critique (avec une couche de poussière d'environ 5 centimètres d'épaisseur) au pied d'une armoire électrique située à proximité de la cellule SF1 (cf. point de contrôle précédent) ;- une "odeur de chaud" au niveau de l'armoire électrique du moulin B, odeur qui serait liée à une élévation de température sur un équipement, selon l'exploitant ; l'armoire électrique se trouve dans un sas entre le palier et le moulin B ; l'exploitant a indiqué que des mesures de température sont effectuées régulièrement à l'aide d'un thermomètre laser ; lors d'une réunion tenue le 9 mai 2022, l'exploitant a confirmé que la pièce défectueuse avait été "commandée", mais "pas encore remplacée" ; selon l'exploitant, un détecteur de fumée serait installé à proximité et occasionnerait des déclenchements intempestifs avec report d'alarme sur les téléphones portables de l'exploitant (mais ce détecteur n'a pas été identifié par l'inspection des installations classées lors de la visite) ; un extincteur adapté au feu d'origine électrique et révisé en octobre 2021 se trouve néanmoins à proximité. Par ailleurs, l'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées par courrier électronique du 6 mai 2022 le rapport de vérification de la conformité des installations électriques effectuée en décembre 2021, et a précisé, lors de la réunion précitée, que le défaut d'isolement sur le CPI avait été traité. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant la nécessité de consigner par écrit ou par informatique le traitement des non-conformités, afin de pouvoir présenter un état de situation des installations conforme à la réalité.

<p>Observations : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de restaurer l'intégralité des liaisons équipotentielle, et de lui communiquer le bon d'intervention de l'électricien pour le remplacement de la pièce défectueuse dans l'armoire électrique du moulin B, sous un délai n'excédant pas 1 mois.</p> <p>De plus, en ce qui concerne la formation des opérateurs quant aux risques présentés par les poussières de céréales, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'intégrer dans son programme un point spécifique lié à l'électricité statique et aux liaisons équipotentielles.</p> <p>Enfin, un rappel des consignes est adressé aux sociétés de transport travaillant sur le site ainsi qu'à leurs chauffeurs, et communiqué à l'inspection des installations classées, sous un délai n'excédant pas 1 mois.</p>
Type de suites proposées : avec suites.
Proposition de suites : astreinte, amende.

Nom du point de contrôle : surveillance et détection des zones pouvant être à l'origine de risques

Référence réglementaire : arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 janvier 2022, article 1.
Thème(s) : risques accidentels, sondes de niveau.
<p>Prescription contrôlée : la société PASTACORP est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son site implanté sur la commune de ROUEN : sous 1 mois : l'article 7.4.4 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017, en procédant au remplacement des sondes de niveau défectueuses, afin de prévenir les débordements de cellules.</p>
<p>Constats : le 5 mai 2022, l'inspection des installations classées a constaté, dans la galerie sur-cellules du silo en béton de produits finis, que la sonde de niveau de la cellule 6 avait été surélevée par l'exploitant au moyen d'un tube positionné en équilibre instable au droit de la cellule.</p> <p>Selon l'exploitant, cet aménagement – réalisé par des opérateurs de production de leur propre initiative – permet de relever le niveau du capteur de la sonde, de sorte à éviter des déclenchements intempestifs pouvant survenir lorsque le cône formé à l'ensilage par le produit stocké dans la cellule (remoulage, produit issu du broyage des enveloppes des grains de blé) – en raison de sa densité et de sa granulométrie –, atteint le capteur alors que la cellule n'est pas encore totalement remplie.</p> <p>En surélevant ainsi la sonde, le capteur est placé au sommet de la cellule, permettant de maximiser la quantité de remoulage stockée ; néanmoins, le tube de surélévation aménagé est instable, et ne permet pas de garantir la fiabilité et la confiance exigées sur ce type de détecteur. L'utilisation de la sonde n'est manifestement pas conforme aux dispositions du fabricant. De fait, dans ces conditions, un nouveau débordement, semblable à celui constaté par l'inspection des installations classées lors de sa visite du 18 novembre 2021, ne peut être exclu.</p> <p>Toutefois, lors de la réunion tenue le 9 mai 2022, l'exploitant a affirmé avoir replacé et fixé la sonde de niveau de la cellule 6 dans sa position basse, position d'origine conforme aux spécifications du fabricant, de sorte à ce que les opérateurs ne puissent plus modifier sa position.</p>
<p>Observations : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui communiquer, sous un délai de 15 jours, une photographie de la sonde de niveau de la cellule 6.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle en outre que tout aménagement des sondes de niveau (et autres détecteurs) non-conformes aux spécifications des fabricants est à proscrire.</p>
Type de suites proposées : susceptible de suites.
Proposition de suites : sans objet.

Nom du point de contrôle : moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 janvier 2022, article 1.
Thème(s) : risques accidentels, bouches incendie le long de la Seine.
Prescription contrôlée : la société PASTACORP est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son site implanté sur la commune de ROUEN : sous 1 mois : l'article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017, en faisant effectuer les vérifications réglementaires et en procédant aux travaux exigés sur ces matériels, notamment : le poteau incendie ; les bouches incendie le long de la Seine ; les colonnes sèches.
Constats : le 5 mai 2022, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant avait remplacé 3 des 5 bouches incendie situées sur le quai, le long de la Seine. Néanmoins, l'un des tenons de demi-raccord d'aspiration a été monté selon un axe horizontal, en contre-indication du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du SDIS 76 approuvé par arrêté préfectoral du 26 octobre 2017, lequel stipule : "une attention particulière doit être portée aux tenons des demi-raccord d'aspiration qui devront être montés suivant un axe vertical sous peine de rendre les PEI [point d'eau incendie] inutilisables." En outre, lors de la visite, l'exploitant a indiqué n'avoir pas encore obtenu de rendez-vous avec le bureau d'étude de contrôle, plus de trois mois après avoir annoncé la sollicitation de ce rendez-vous ; toutefois, l'exploitant a communiqué, par courrier électronique du 6 mai 2022, le rapport de vérification des vannes (suite à une vérification effectuée le 9 mars 2022), révélant que trois vannes sont fuyardes, et qu'il manque le bouchon et la chainette à l'une des vannes.
Observations : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui communiquer, sous un délai n'excédant pas 1 mois, les documents attestant du remplacement des équipements défectueux, avec des photographies permettant de confirmer que les tenons de demi-raccord d'aspiration de l'ensemble des vannes sont bien montés selon un axe vertical.
Type de suites proposées : avec suites.
Proposition de suites : astreinte, amende.

Nom du point de contrôle : valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

Référence réglementaire : arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 janvier 2022, article 1.
Thème(s) : risques chroniques, isolement des rejets des effluents du laboratoire.
Prescription contrôlée : la société PASTACORP est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son site implanté sur la commune de ROUEN : sous 3 mois, l'article 4.3.6 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017, en isolant les rejets d'effluents du laboratoire dans un circuit de collecte spécifique ; ces effluents liquides constituant des déchets, il incombe à l'exploitant de les traiter et de les faire éliminer en assurant la traçabilité telle que prescrite par l'article 5.1.5 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017.
Constats : par courrier électronique du 28 janvier 2022, l'exploitant avait fait savoir qu'un bac permettant de filtrer les rejets d'effluents, et nettoyé plusieurs fois par an, se trouvait sous l'évier du laboratoire. Le 5 mai 2022, l'exploitant a précisé que le réseau d'eaux pluviales du site, dans lequel sont actuellement déversés les effluents du laboratoire, collecte également les eaux ruisselant sur le boulevard selon l'exploitant, cette situation pourrait être à l'origine des dépassements constatés sur les valeurs limites d'émission des eaux, nécessitant de nouvelles analyses pour le confirmer. Au 5 mai 2022, l'exploitant n'avait pas encore effectué de nouvelles analyses de ses rejets aqueux, annonçant toutefois le programme de prélèvements suivant au niveau du bac de collecte des effluents du laboratoire : <ul style="list-style-type: none">- un échantillon témoin ;- un échantillon des matières en suspension dans le bac ;- un échantillon du dépôt en fond de bac ;- un échantillon en sortie de tuyau, vers le réseau et l'exutoire final (la Seine actuellement). L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant les termes de l'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017 : "L'exploitant fait procéder suivant une fréquence semestrielle à un contrôle des eaux pluviales, par un organisme agréé par le ministère de l'environnement. Ce contrôle porte sur la température, le débit rejeté, le pH et les concentrations en MES, DCO, DBO5 et hydrocarbures suivant les méthodes définies le cas échéant par l'arrêté ministériel du 07 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence." Pour rappel, la précédente analyse (dont les résultats étaient non-conformes et avaient été discutés lors de la visite d'inspection du 18 novembre 2021) remonte au 28 septembre 2021. L'exploitant a également évoqué la possibilité de raccorder le bac de collecte du laboratoire aux fosses septiques, qui sont vidangées une fois par an par une société tierce.
Observations : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui communiquer, sous un délai n'excédant pas 1 mois, les résultats d'analyses des échantillons prélevés au niveau du bac de collecte des effluents du laboratoire. En cas de dépassement avéré des valeurs limites d'émission en sortie du bac de collecte, l'exploitant procède au raccordement dudit bac aux fosses septiques ou autres systèmes de traitement (comme présenté lors de la visite d'inspection du 5 mai 2022 et évoqué lors de la réunion du 9 mai 2022). Le procès-verbal de réception de ces travaux est communiqué à l'inspection des installations classées, au plus tard 2 mois après la date de réception des analyses présentant des valeurs de rejets non-conformes.
Type de suites proposées : avec suites.
Proposition de suites : astreinte, amende.

Nom du point de contrôle : collecte des effluents

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 10 octobre 2017, article 4.3.2.
Thème(s) : risques chroniques, collecte des rejets d'eau chlorée.
Prescription contrôlée : les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.
<p>Constats : le 5 mai 2022, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'avait pas encore effectué de travaux pour isoler les rejets vers la Seine d'eau chlorée provenant de deux cuves dédiées au traitement du blé.</p> <p>L'exploitant a évoqué deux options pour sa mise en conformité sur ce point : soit la mise en place d'un bac de collecte au pied du silo, pour recueillir les effluents provenant des cuves ; soit la mise en place d'un raccordement de l'évacuation de la rétention des cuves d'eau chlorée vers les fosses septiques.</p> <p>Selon l'exploitant, la quantité d'effluents qui pourraient être collectés par un bac en pied de silo est faible, et l'option retenue concernerait davantage le raccordement aux fosses septiques.</p> <p>Toutefois, l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que les deux cuves ont une capacité unitaire de 2 000 litres, soit 4 000 litres d'eau chlorée, et qu'un écoulement (synonyme de fuite) avait été constaté lors de la visite du 18 novembre 2021 et était encore visible le 5 mai 2022. Lors de la réunion tenue le 9 mai 2022, l'exploitant a indiqué avoir mandaté un plombier afin de traiter les fuites sur les cuves d'eau chlorée, et a annoncé la mise en œuvre d'un bac de rétention sous le bidon de chlore.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a remis aucun document présentant les modifications à apporter sur ses installations pour permettre la distinction des évacuations d'eaux pluviales et le rejet d'eau chlorée, ni d'échéancier des travaux correspondants - sur ce sujet, l'inspection des installations classées attendait un retour de l'exploitant au début du mois d'avril 2022.</p> <p>Lors de la réunion tenue le 9 mai 2022, l'exploitant a évoqué la possibilité d'installer un bac de rétention sous le bidon de chlore servant à préparer l'eau chlorée.</p> <p>Observations : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre, sous un délai n'excédant pas 30 jours, le bon d'intervention du plombier et des photographies "avant/après" attestant la réparation des fuites sur les cuves d'eau chlorée.</p> <p>En outre, considérant le volume total des cuves qu'il pourrait être nécessaire de retenir, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'affiner sa réflexion quant au volume des fosses septiques, et de lui communiquer, sous un délai n'excédant pas 30 jours, un document présentant les modifications à apporter sur ses installations, ainsi que l'échéancier associé, et une photographie du bac de rétention sous le bidon de chlore.</p>
Type de suites proposées : susceptible de suites.
Proposition de suites : sans objet.

Nom du point de contrôle : niveaux limites de bruit en limites de l'établissement

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 10 octobre 2017, article 6.2.1.
Thème(s) : risques chroniques, émissions sonores.
Prescription contrôlée : les niveaux limites de bruit ne dépassent pas en limite de propriété de l'établissement, du fait de son fonctionnement, les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : période de nuit allant de 22h à 7h, sauf dimanches et jours fériés / niveau sonore limite admissible = 55 dB(A).
Constats : pour rappel, les précédentes mesures des émissions sonores n'avaient pu être effectuées correctement, en raison d'un arrêt progressif, puis d'un arrêt complet des installations, lors du relevé. Le 5 mai 2022, l'exploitant a présenté un nouveau rapport de mesures des émissions sonores établi par le BUREAU VERITAS suite à des enregistrements effectués entre 20h00 et minuit le 22 mars 2022. Les mesures mettent en évidence un dépassement en période nocturne des niveaux sonores admissibles au niveau du voisinage, soit bien au-delà des limites de propriété du site. Selon l'exploitant, les dépassements sont liés au bruit des aspirations et des filtres, dont certains restent encore à remplacer. Lors de la réunion tenue le 9 mai 2022, l'exploitant a indiqué avoir commandé 2 filtres en mars 2022, pour un remplacement prévu en septembre 2022. 4 autres filtres doivent être remplacés en 2023, au-delà de l'échéance fixée à l'article 7.4.71 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017.
Observations : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui communiquer, sous un délai n'excédant pas 30 jours, les bons de commande des filtres dont le montage est prévu en septembre 2022, ainsi qu'un échéancier du remplacement des autres filtres non-conformes.
Type de suites proposées : susceptible de suites.
Proposition de suites : sans objet.

Nom du point de contrôle : mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 10 octobre 2017, article 7.4.6.
Thème(s) : risques accidentels, sondes de silothermométrie.
Prescription contrôlée : l'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes (étalonnages, maintenance préventive...).
Constats : le 5 mai 2022, l'inspection des installations classées a demandé à consulter l'enregistrement de suivi des températures. Ainsi qu'il l'avait déjà fait le 18 novembre 2021, l'opérateur a rapidement acquitté les alarmes et purgé l'historique des données, ne permettant pas de consulter les données informatisées. L'inspection des installations classées a donc consulté des relevés imprimés sur papier de température des sondes de silothermométrie, en particulier ceux de la sonde de la cellule C25 du silo C, qui présentait des anomalies lors de la visite d'inspection du 18 novembre 2021. Les relevés consultés le 5 mai 2022 ne montrent pas d'anomalies. L'exploitant a indiqué avoir fait intervenir la société LEI-SERA pour un diagnostic général des sondes (document qui n'a pas été transmis à l'inspection des installations classées), un réglage des sondes défectueuses (dont celle de la cellule C25), et le remplacement de deux sondes (cellules T1 et T2) et de plusieurs capteurs (sondes P2 et C01) le 6 avril 2022.
Observations : l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que le principe d'une alarme est de signaler une dérive de l'outil de production, et d'annoncer la survenue d'un défaut ou d'un incident ; de fait, toute alarme nécessite, a minima, une levée de doute, suivie, le cas échéant, du traitement du défaut identifié par des interventions de maintenance curatives, ou plus simplement, des réglages appropriés. Ainsi, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de rappeler aux opérateurs, sous un délai de 15 jours, qu'ils ne doivent pas s'affranchir de ces vérifications en acquittant machinalement les alarmes de sécurité ; leur responsabilité est pleinement engagée.
Type de suites proposées : susceptible de suites.
Proposition de suites : sans objet.

Nom du point de contrôle : vieillissement des structures

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 10 octobre 2017, article 7.4.11.
Thème(s) : risques accidentels, reprise d'étanchéité en toiture du silo C.
Prescription contrôlée : l'exploitant s'assure de la tenue dans le temps des parois de la tour de manutention, des silos de stockage de matières premières et de produits finis (cellules en béton et cellules Hermex). [...] La suppression des désordres doit être réalisée suivant une cinétique appropriée. Les résultats de ces contrôles et des réparations éventuelles sont enregistrés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : le 5 mai 2022, l'exploitant a indiqué n'avoir pas encore entrepris les travaux de reprise d'étanchéité des infiltrations visibles au plafond de la galerie sur-cellules du silo C, en raison d'un devis trop onéreux. Selon l'exploitant, d'autres sociétés sont en cours de consultation. Par ailleurs, l'inspection des installations classées a constaté que la fissure présente dans le muret de la rétention des cuves d'eau chlorée le 18 novembre 2021 avait été colmatée.
Observations : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant lui communiquer, sous un délai n'excédant pas 30 jours, le devis retenu pour procéder, avant l'automne, aux travaux de reprise d'étanchéité.
Type de suites proposées : susceptible de suites.
Proposition de suites : sans objet.